



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/28
18 décembre 2009

Original: ANGLAIS, FRANÇAIS
ET RUSSE

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DU COMMERCE

Centre pour la facilitation du commerce
et les transactions électroniques

Quinzième session
Genève, 9 au 12 novembre 2009

**RAPPORT DU CENTRE POUR LA FACILITATION DU COMMERCE
ET LES TRANSACTIONS ÉLECTRONIQUES SUR LES TRAVAUX
DE SA QUINZIÈME SESSION**

Résumé

Le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) a tenu sa quinzième session à Genève du 9 au 12 novembre 2009. Conformément au Règlement intérieur de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (E/ECE/778/Rev.4) et au mandat du Comité du commerce de la CEE (TRADE/2001/2), le Centre soumet le rapport de sa quinzième session pour examen par le Comité du commerce puis approbation par le Comité exécutif de la CEE.

La quinzième session a fait le point des besoins et priorités des États membres, des organisations régionales et internationales, des organismes de normalisation et des secteurs professionnels pour ce qui concerne l'utilisation des recommandations et normes du CEFACT-ONU, à la lumière des développements qui ont eu lieu depuis la quatorzième session, y inclus les décisions pertinentes du Comité exécutif.

TABLE DES MATIÈRES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. PARTICIPATION	1 – 6	3
II. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	7 - 9	3
III. QUESTIONS DÉCOULANT DES TRAVAUX MENÉS DEPUIS LA QUATORZIÈME SESSION	10 – 16	4
IV. APERÇU DU BUREAU SUR LES FAITS NOUVEAUX.....	17 – 18	5
V. ACTIVITÉS DU GROUPE DE GESTION DU FORUM ET DES GROUPE PERMANENTS	19 - 23	5
VI. ACTIVITÉS DES RAPPORTEURS REGIONAUX	24 – 26	6
VII. BESOINS ET PRIORITES DES PARTIES PRENANTES.....	27 – 44	7
VIII. ELEMENTS MOTEURS POUR L'ÉLABORATION D'INSTRUMENTS DE FACILITATION DU COMMERCE	45 – 56	9
IX. RENFORCEMENT DES CAPACITES ET APPLICATION DES NORMES INTERNATIONALES	57 – 59	11
X. ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET PROCHAINES ETAPES.....	60 – 67	12
XI. ÉLECTION DU BUREAU.....	68 – 69	13
XII. EXAMEN DE NOUVELLES NORMES ET RECOMMANDATIONS	70 – 71	13
XIII. VOIE A SUIVRE POUR PROGRESSER.....	72 – 76	14
XIV. PROCESSUS POUR L'ADOPTION DU RAPPORT DE LA SESSION.....	77	15

I. PARTICIPATION

1. Le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) a tenu sa quinzième session à Genève du 9 au 12 novembre 2009.
2. Ont participé à la session des représentants des pays suivants: Allemagne, Australie, Autriche, Belarus, Belgique, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Kirgizstan, Mongolie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, République de Moldova, République tchèque, Sénégal, Suède, Suisse, Turquie et Viet Nam.
3. Les organisations intergouvernementales ci-après ont participé aux travaux: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) ; Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), et Organisation mondiale des douanes (OMD).
4. Les organisations non gouvernementales ci-après ont également participé aux travaux: Association internationale des ports (AIP), ECP-EPN Platform of Information Society, European Committee of Standardization (CEN), GS1, et Organisation internationale de normalisation (ISO)
5. Étaient également présents en qualité d'observateurs, à l'invitation du secrétariat, des représentants des organisations suivantes: Crown Agents for Overseas Governments and Administrations and MSU International Center.
6. Le Président a ouvert la session. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) a souhaité la bienvenue aux délégations. Il a rendu hommage au CEFACT-ONU pour les travaux que celui-ci avait entrepris et fait observer que l'intérêt manifesté pour ces travaux par le Comité exécutif de la CEE témoignait de leur importance. Il a indiqué que le secrétariat travaillerait de concert avec le CEFACT-ONU pour mettre pleinement en œuvre les recommandations du Comité exécutif. Il a également prôné un renforcement de la coopération avec d'autres organisations et préconisé une plus grande application des normes et recommandations du CEFACT-ONU dans les pays en transition.

II. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 1 de l'ordre du jour)

7. Le Président a présenté le projet d'ordre du jour. La délégation russe, appuyée par la délégation biélorussienne, a demandé que l'Approbation des recommandations, c'est-à-dire le point 11 inscrit à l'ordre du jour, soit supprimée car les traductions en russe des recommandations n'avaient pas été disponibles suffisamment à l'avance pour que des consultations soient possibles dans les capitales. Elle s'est également opposée à l'adoption du rapport au titre du point 13, étant donné qu'elle s'était attendue à ce que seules les décisions de la session soient approuvées, comme cela avait été le cas au cours des deux sessions précédentes.
8. À l'issue d'un débat, il a été décidé de réviser l'intitulé du point 11 de l'ordre du jour comme suit: «Examen des nouvelles normes et recommandations» et celui du point 13 comme

suit: «Processus pour l'adoption du rapport de la quinzième session». Le Président et le secrétariat ont entrepris des consultations avec les délégations intéressées afin de résoudre ces questions de manière satisfaisante pour toutes les parties. La Plénière a adopté l'ordre du jour modifié (décision 09-01).

9. La délégation biélorusse a fait remarquer combien il importait d'observer la suite donnée aux résultats découlant des sessions consacrées aux parties prenantes qui avaient eu lieu au cours de la Plénière du CEFACT-ONU de 2008 ainsi qu'aux suggestions formulées par les États membres dans leurs réponses aux questionnaires, distribuées juste avant cette Plénière. Dans ce contexte, elle a exprimé l'espoir qu'un tel suivi aurait lieu en ce qui concerne les conclusions découlant de la présente Plénière.

III. QUESTIONS DÉCOULANT DES TRAVAUX MENÉS DEPUIS LA QUATORZIÈME SESSION (point 2 de l'ordre du jour)

10. La Directrice de la Division du commerce et du bois a fait un exposé sur les questions découlant des travaux du Comité exécutif de la CEE et du Comité du commerce depuis la quatorzième session. Elle a appelé l'attention des délégations sur les recommandations formulées par le Comité exécutif en février 2009 ainsi que sur le rapport présenté en juillet 2009 concernant les progrès accomplis dans la mise en application de ces recommandations tel qu'il figure dans le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/3. L'attention des délégations a été appelée en particulier sur le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/4 intitulé «Plan d'action stratégique visant à renforcer la participation des pays en transition» et le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/5 intitulé «Plan de renforcement des capacités stratégiques et intégrées axées sur les besoins des pays en transition», établis à la demande du Comité exécutif. Les délégations ont été invitées à faire connaître toutes nouvelles observations qu'elles pourraient avoir au sujet de ces documents, mais aucune n'en a présenté.

11. La Directrice de la Division a également fait le point de la collaboration avec d'autres organisations telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation mondiale des douanes (OMD), la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), Global Facilitation Partnership for Trade and Transport Facilitation (GFP) et la CNUCED.

12. La délégation de la Fédération de Russie, formulant des observations au sujet du document ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/3, s'est déclarée préoccupée par le fait que, les travaux en vue de poursuivre la mise en œuvre des recommandations du Comité exécutif devant être réalisés avant la session de décembre du Comité, la Plénière n'aurait pas l'occasion d'y participer activement.

13. Cette délégation a également déclaré qu'en application des recommandations du Comité exécutif, le site Internet du CEFACT-ONU devrait être plus convivial pour les orateurs russes. Les documents relatifs aux processus et procédures du CEFACT-ONU devraient être traduits en russe. Les délégations qui participent à la Plénière devraient contribuer davantage à l'examen du mandat du CEFACT-ONU (ECE/TRADE/R.650) et il faudrait disposer de plus d'informations au sujet des participants aux travaux d'élaboration des normes et recommandations et des auteurs des projets proposés. Elle a demandé que le secrétariat établisse dans les langues officielles des

notes explicatives pour chaque projet ainsi que des lignes directrices concernant le contenu et l'utilisation du site Internet.

14. La France a confirmé son intérêt et son soutien pour la poursuite de la démarche, engagée entre le CEFACT-ONU et l'EXCOM de l'UNECE, qui laisse au CEFACT les moyens d'une action cohérente, tout en permettant le pilotage par l'EXCOM.

15. La Plénière a pris connaissance des documents ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/3, ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/4 et ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/5 et les a approuvés (décision 09-02).

16. Le Président par intérim du Comité du commerce a demandé de faire tenir un exemplaire des documents approuvés par la décision 09-02 au Bureau du Comité du commerce.

IV. APERÇU DU BUREAU SUR LES FAITS NOUVEAUX (point 3 de l'ordre du jour)

17. Le Président a fait le point des faits nouveaux survenus depuis la session précédente et a notamment mentionné les principaux produits réalisés tels que la version 2 de la facturation industrielle croisée, le nouveau message GOVCBR (Government Cross-Border Regulatory) de l'EDIFACT-ONU et plusieurs recommandations révisées et nouvelles recommandations ainsi que la collaboration établie avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) concernant le commerce électronique, le dialogue instauré avec le Comité exécutif, les exposés à l'OMC, l'organisation de trois forums du CEFACT-ONU et l'important travail réalisé concernant le modèle «Acheter-Expédier-Payer» et le projet UNeDocs. Il a indiqué que la poursuite des travaux exigerait de faire appel à toutes les parties prenantes et qu'il faudrait encourager davantage une communication dans les deux sens et recevoir des indications du Comité exécutif, du Comité du commerce et de la Plénière. Sa présentation est disponible sur le site web de la plénière¹.

18. La délégation allemande a soulevé une question technique concernant la publication de la version 2 de la facturation industrielle croisée et a demandé si cette facturation pouvait être considérée comme un modèle de référence sémantique. Le Président en a pris note et a indiqué que la facturation industrielle croisée ferait l'objet d'un examen plus détaillé lors d'une présentation au titre d'un point ultérieur de l'ordre du jour.

V. ACTIVITÉS DU GROUPE DE GESTION DU FORUM ET DES GROUPES PERMANENTS (point 4 de l'ordre du jour)

19. Le Président du Groupe de gestion du Forum (FMG) a fait le point des activités menées depuis la dernière session de la Plénière en faisant état du document ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/8. Les présidents et vice-présidents des Groupe des processus commerciaux internationaux (TBG), Groupe de gestion du contenu de l'information (ICG), Groupe des technologies appliquées (ATG) et Groupe des techniques et méthodologies (TMG)

¹ http://www.unece.org/cefact/cf_plenary/plenary09/list_doc_09.html.

ont fait des exposés détaillés sur les faits nouveaux intervenus dans les travaux de leurs groupes permanents. Le Président de l'ICG a signalé que, suite à la publication du D.08B « Core Components Library », le « Library » a été divisé en deux, avec un volet pour les « messages core components » qui ont eu un audit complet et un deuxième volet pour les « reference core components » n'ayant pas été audités. Les activités du Groupe juridique (LG) ont été présentées par le Président du FMG. En s'appuyant sur ces exposés, la Plénière a passé en revue les faits nouveaux intervenus dans les travaux de ces groupes.

20. Les participants à la Plénière ont été informés que les deux prochains forums du CEFACT-ONU devaient avoir lieu à Kuala Lumpur (Malaisie) du 12 au 16 avril 2010 et à Genève (Suisse) du 30 août au 3 septembre 2010. Il a été signalé que les propositions d'accueil des forums du CEFACT-ONU en 2011 seraient les bienvenues, en particulier celles émanant de pays en transition sur le plan économique.

21. La délégation suédoise a engagé les membres à participer non seulement aux travaux des groupes techniques, mais aussi à ceux des groupes tels que le TBG 15 (Procédures du commerce international) qui était en train d'élaborer une recommandation sur les consultations entre secteur public et secteur privé, laquelle pourrait être, le moment venu, très utile pour les débats sur cette question dans le cadre de l'OMC.

22. La délégation allemande a présenté à la Plénière des commentaires et des suggestions pour des amendements aux documents de la Plénière. Le Président a noté que tous ces soumissions soulevaient plusieurs points qui nécessitaient une considération approfondie, pas nécessairement dans le contexte de la Plénière et des réponses devraient être apportés au plus vite

23. La délégation russe, se référant au renouvellement des mandats et cahiers des charges des groupes permanents du CEFACT-ONU (ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/9), a demandé qu'ils soient renouvelés pour un an plutôt que deux, compte tenu des discussions en cours concernant le Comité du commerce. Le Président a pris note de cette suggestion et indiqué que la question serait examinée au titre du point 9 de l'ordre du jour, intitulé «Orientations stratégiques et prochaines étapes».

VI. ACTIVITÉS DES RAPPORTEURS REGIONAUX (point 5 de l'ordre du jour)

24. Le Rapporteur pour l'Afrique a rendu compte des activités menées dans la région depuis la dernière Plénière, telles qu'elles sont exposées dans le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/12. Ces activités comprenaient une Conférence internationale sur les guichets uniques organisée par le Sénégal en partenariat avec le CEFACT-ONU, qui a eu lieu du 5 au 7 novembre 2008 à Dakar, le Forum du CEFACT-ONU, qui s'est déroulé à Saly (Sénégal), et la création d'une Alliance africaine pour le commerce électronique, ainsi que des mises à jour de plusieurs initiatives régionales.

25. Un rapport a ensuite été présenté au nom du Rapporteur pour l'Asie; ce rapport exposait les travaux du Conseil Asie-Pacifique pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (AFACT) ainsi que les activités menées par d'autres organismes régionaux et interrégionaux (voir le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/11).

26. La Fédération de Russie a fourni des informations sur l'Initiative du Grand Tumen («Greater Tumen Initiative») à laquelle elle participe avec un certain nombre de pays du nord-ouest de l'Asie, et a demandé que le CEFACT-ONU apporte son concours pour mettre cette initiative en contact avec l'AFACT afin de leur donner la possibilité d'envisager des domaines de coopération éventuels.

VII. BESOINS ET PRIORITES DES PARTIES PRENANTES (point 6 de l'ordre du jour)

27. Au cours de la session, différents groupes de parties prenantes ont présenté un exposé. Tous les exposés sont affichés sur le site Internet de la Plénière.

28. Les achats en ligne par les autorités locales et les régions ont fait l'objet d'un exposé au nom de l'Association suédoise des autorités locales et des régions et de l'Autorité nationale suédoise de gestion financière. Cet exposé faisait référence aux efforts déployés par l'Équipe consultative pour les normes et concernant le Cadre de la bibliothèque des éléments de base qui constituaient des tremplins importants pour aller de l'avant.

29. Les initiatives entreprises et la coopération instaurée avec le CEFACT-ONU dans le domaine du commerce électronique ont fait l'objet d'un exposé au nom de la Commission européenne. Il y a été fait référence en particulier à la version 2 de la facturation industrielle croisée (CII-V2) et à la possibilité de réaliser des économies, estimées à 40 milliards d'euros par an sur une période de six ans, dans ce domaine d'activité particulièrement important en rapport avec les transactions et le commerce. Il a été suggéré d'inclure plus d'informations non techniques adaptées aux utilisateurs du secteur privé comme du secteur public concernant les résultats concrets attendus du CEFACT-ONU et de poursuivre les travaux d'amélioration du site Internet. Par ailleurs, la délégation allemande a noté que le projet de rapport de la Commission faisait état de l'utilisation de la CII-V2 comme modèle sémantique.

30. Dans un exposé, le SITPRO, organisme national de facilitation du commerce au Royaume-Uni, a expliqué comment il travaille avec ses parties prenantes. Il avait besoin que le CEFACT-ONU établisse de nouvelles normes (en particulier XML), donne des indications concernant les meilleures pratiques et améliore le processus d'exécution.

31. Le Conseiller régional de la CEE pour le commerce a exposé les grandes priorités des pays en transition sur le plan économique, en particulier l'accession à l'OMC, l'aide pour le commerce, la mise en place d'un guichet unique et la facilitation du commerce pour la promotion des exportations. Parmi les obstacles figuraient un manque de volonté politique, une coopération peu satisfaisante entre les organismes publics, un manque de compréhension et les solutions exagérément complexes.

32. Les activités de l'AFACT et les faits récents survenus dans ses 19 États membres ont fait l'objet d'un exposé au nom du Président de l'AFACT; dans cet exposé, celui-ci soulignait la nécessité d'une coopération plus étroite entre les groupes de travail de l'AFACT et du CEFACT-ONU. Il rappelait le besoin d'une ONU/CEFACT et exprima sa satisfaction au «déménagement» de l'initiative l'UNNext en faveur des transactions électroniques pour les

secteurs administratif et commercial de l'ESCAP et l'UNECE et à la possibilité que l'initiative eBGT puisse aider à établir une interface avec les groupes de travail du CEFACT-ONU.

33. Le GS1 a exposé combien il importait de coopérer avec le CEFACT-ONU dans un large éventail de domaines qui apportent un appui à ses 1,2 million de parties prenantes à travers le monde, en particulier en apportant des solutions électroniques harmonisées pour les milieux d'affaires, par exemple la version 2 de la facturation industrielle croisée.

34. Le membre du Bureau du CEFACT-ONU chargé des activités de liaison a rendu compte des activités de coopération menées avec les organismes rédacteurs de normes pendant l'année passée, entre autres l'Organisation internationale de normalisation.

35. Le représentant des États-Unis d'Amérique a pris note de la perspective mondiale dans laquelle se place le CEFACT-ONU dans le domaine des normes internationales, en faveur de la facilitation du commerce et des transactions électroniques. Il a précisé qu'une des principales préoccupations des gouvernements et du secteur privé était le trop grand nombre de normes et d'organismes rédacteurs de normes (SDO). Bien que la majorité des SDO possèdent chacun leur propre spécialité, les participants ont souligné la nécessité de renforcer la coopération entre eux, comme cela s'était produit entre le CEFACT-ONU et l'OASIS, à propos du langage ebXML.

36. À la fin de la session, les délégations ont répondu aux questions suivantes:

- (a) Avons-nous suffisamment répondu aux besoins des parties prenantes, en élaborant un inventaire de leurs besoins, ainsi qu'une liste des initiatives pour répondre à ces besoins)?
- (b) Nos priorités sont-elles clairement définies?
- (c) Les résultats attendus peuvent-ils être atteints?
- (d) Le cas des pays en transition est-il pris en considération?
- (e) La dimension mondiale du CEFACT-ONU est-elle prise en considération?

37. Au cours de la discussion qui a suivi, la délégation de la France a souligné qu'une priorité devrait être donnée au développement d'un rôle du CEFACT comme plateforme de convergence vis-à-vis de tous les acteurs de la normalisation et des parties prenantes.

38. La délégation de la Suède a proposé que les priorités du CEFACT-ONU soient divisées en priorités à court, à moyen et à long terme, que les contributions du conseiller régional soient intégrées au programme de travail, que les travaux en cours sur les résultats attendus par rapport à toute la chaîne logistique se poursuivent et que la dimension mondiale du CEFACT soit maintenue.

39. La délégation de l'Italie a souscrit à la proposition de la délégation de la Suède et a insisté sur l'importance d'une coopération plus étroite avec les SDO, notamment à l'intérieur de l'Union européenne.

40. La Mongolie a souligné qu'il était indispensable de répondre aux besoins spécifiques des pays en transition.

41. Le délégué du Kirghizistan a demandé la mise en place d'un programme spécial sur les questions relatives à la mise en œuvre du guichet unique.

42. La délégation de la Russie a demandé que les préoccupations qu'elle a soulevées au titre des points 2 et 3 et les besoins exprimés par les pays dans le questionnaire établi en vue de la session plénière de 2008 figurent dans les décisions de ladite réunion plénière et qu'un calendrier soit fixé pour leur application. La délégation des Pays-Bas a demandé que, sur la base d'un inventaire complet des exigences et des besoins des parties prenantes, une liste soit préparée des actions que, s'ils soient menés à bien (à temps et avec le contenu et dans l'ordre approprié) aboutiraient aux produits requis pour combler ces besoins.

43. Le secrétariat de la CEE-ONU a entrepris d'établir une note qui précise comment les demandes formulées lors de la présente et de la précédente session s'insèrent dans le programme de travail du CEFACT-ONU.

44. Le représentant du Royaume-Uni a indiqué que la question de la diffusion d'informations était étroitement liée à la disponibilité de ressources. De plus, compte tenu du petit nombre de pays en transition présents à la réunion, il fallait trouver d'autres moyens de connaître leurs besoins, par exemple la réunion du Groupe de travail du commerce du Programme spécial des Nations Unies pour les économies des pays d'Asie centrale (SPECA), qui doit se tenir en octobre 2009.

VIII. ELEMENTS MOTEURS POUR L'ÉLABORATION D'INSTRUMENTS DE FACILITATION DU COMMERCE **(point 7 de l'ordre du jour)**

45. La séance a été présidée par le chef de la délégation suédoise, qui a soulevée les questions suivantes à discuter: (1) à votre avis, qui sont les éléments moteurs?; (2) est-ce que les parties prenantes sont aussi des éléments moteurs?; (3) quel est l'effet sur les travaux de l'ONU-CEFACT des éléments moteurs?; et (4) quel rapport devrait l'ONU-CEFACT entretenir avec les éléments moteurs? Elle a donné des exemples d'éléments moteurs dans ce contexte, tels que des pays ou des organisations nationales, régionales ou intergouvernementales,

46. Le représentant de la Suisse a présenté un résumé sur le stade actuel des négociations sur la facilitation du commerce en cours au sein de l'Organisation mondiale du commerce, en soulignant que celles-ci étaient axées sur les questions douanières. Il escomptait une issue positive des discussions, y compris l'établissement d'un comité pour la facilitation du commerce au sein de l'OMC. Il a recommandé que le CEFACT-ONU suive les travaux de cette organisation et y contribue.

47. Une présentation de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) a décrit la nouvelle orientation stratégique des activités de cette organisation en vue de faire face aux tâches des douanes au cours du XXI^e siècle. De plus en plus souvent, les administrations douanières doivent échanger entre elles des informations et coordonner leurs activités en matière de passage des frontières. Le Modèle de données OMD 3.0 est d'une importance capitale pour les travaux de cette organisation et celle-ci coopère étroitement avec le CEFACT-ONU pour le développement de ce modèle.

48. La présentation de la CNUCED a été axée sur les moteurs politiques de la facilitation du commerce tels que la crise économique actuelle, les négociations au sein de l'OMC, les accords commerciaux régionaux et le concept évolutif de la facilitation du commerce. Bien que la mise en œuvre pratique des mesures de facilitation du commerce continue de soulever des difficultés, elle offrait aussi plusieurs opportunités. La CNUCED et d'autres organisations du système des Nations Unies aident les pays à les résoudre par le biais d'un renforcement des capacités, d'une assistance technique et d'un soutien à la politique de mise en œuvre.

49. Le Belarus, dans une présentation, a donné des informations sur les décisions récentes du Gouvernement de ce pays d'établir un système national d'échange de données basé sur l'identification informatisée des marchandises. Ce système se fondera sur les technologies et lignes directrices GS1 (en grande partie basées sur les normes CEFACT-ONU). Le Belarus, pour sa part, mène des activités sur la mise au point d'un passeport électronique pour les marchandises, qui établit la liaison entre les marchandises et les documents électroniques, et qui est compatible avec les systèmes du guichet unique. Le Gouvernement du Belarus a envoyé une lettre à la CEE sollicitant son soutien pour le développement ultérieur de ce projet.

50. Le rapporteur CEFACT-ONU pour l'Afrique a fait rapport sur les problèmes de mise en œuvre qu'avaient rencontrés les pays en développement. Pour que les activités entreprises soient couronnées de succès, il fallait que les conditions nécessaires politiques, techniques et financières soient remplies, les deux premières étant souvent les plus difficiles à remplir. Les organisations régionales sont appelées à jouer un rôle important en promouvant le système du guichet unique, en favorisant l'échange d'expériences, et le partage de normes et d'expertise, ainsi qu'en sensibilisant les décideurs politiques.

51. La délégation de Mongolie a fait rapport sur le processus de mise en œuvre du système à guichet unique dans ce pays et souligné que par le passé une trop grande attention avait été portée aux questions techniques. Les facteurs clefs de la réussite sont le développement des capacités dans le secteur privé et la naissance d'un engagement politique au sein du Gouvernement. Toutes ces présentations sont accessibles sur le site Web de la plénière.

52. Le Chef de la Section des solutions pour faciliter le commerce mondial de la CEE a attiré l'attention des représentants sur l'importance mondiale croissante de la facilitation du commerce, et il a souligné que cet instrument était devenu un élément principal dans le domaine du commerce international. Dans ce domaine, la CEE est en mesure d'apporter une contribution sous la forme de normes techniques établies par ses groupes d'experts CEFACT-ONU et, en tant qu'organisation internationale, en traitant la dimension politique des questions de facilitation du commerce.

53. Le Président du Groupe de gestion du Forum a présenté un résumé sur les principales questions traitées dans les présentations faites au cours des séances, y compris quelques expériences nationales et le potentiel de renforcer davantage la collaboration qui existait déjà entre le CEFACT-ONU et l'OMC ou et l'Organisation Mondiale des Douanes. Il a fait allusion aux projets des travaux sur la modélisation des données et l'interopérabilité lié au Guichet Unique et a demandé l'aide des délégations pour déterminer les cas prioritaires parmi les recommandations à revoir et mettre à jour.

54. La représentante du Kazakhstan a fait rapport sur les faits nouveaux récemment survenus dans la politique gouvernementale concernant le commerce électronique dans son pays (voir le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/14 pour plus d'information). Le Kazakhstan prévoyait de mettre en œuvre un système à guichet unique, mais il demandait que le CEFACT-ONU lui apporte son aide en fournissant des informations spécifiques sur les avantages apportés par la mise en œuvre du système, afin de favoriser le processus de prise de décisions au sein du Gouvernement.

55. La délégation des États-Unis a demandé à savoir si des pays d'Amérique latine participaient à des activités du CEFACT-ONU. Le secrétariat de la CEE a répondu que des efforts étaient faits en permanence pour inciter les pays de cette région à participer, en particulier au Forum CEFACT-ONU qui avait été tenu à Mexico en 2008. En attendant que ces efforts portent leurs fruits, les commissions régionales de l'ONU collaborent sur des questions de facilitation du commerce, et les pays d'Amérique latine reçoivent des informations et participent eux-mêmes aux activités de facilitation du commerce par l'intermédiaire de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONU (CEPALC).

56. La Russie a souligné qu'il serait très utile que le CEFACT-ONU puisse élaborer des définitions internationalement reconnues sur les procédures commerciales et la facilitation du commerce. Le secrétariat de la CEE a fait remarquer que le CEFACT-ONU en disposait déjà. Un certain nombre de représentants ont aussi noté qu'il existe entre les différentes organisations des pratiques, remontant loin dans le passé, qui expliquent les différences d'application de ces termes. Il était donc peu probable qu'un accord international sur des définitions «normalisées» pour ces termes puisse être atteint.

IX. RENFORCEMENT DES CAPACITES ET APPLICATION DES NORMES INTERNATIONALES (point 8 de l'ordre du jour)

57. Un représentant de la CNUCED en a décrit les activités de renforcement des capacités dans le domaine des normes et de la facilitation du commerce et a brièvement présenté un certain nombre de questions essentielles en rapport avec ce renforcement, qui avaient été identifiés dans le contexte des contacts entre la CNUCED et le personnel des gouvernements des pays en voie de développement. Le représentant de l'OMD a ensuite décrit le programme Columbus pour le renforcement des capacités mis au point par son organisation à l'appui de la Convention de Kyoto révisée. Un membre du secrétariat de la CEE a expliqué que la CEE et ses organes intergouvernementaux tels que le CEFACT-ONU avaient essentiellement pour mandat d'élaborer des normes, des recommandations et des accords intergouvernementaux. De ce fait, ils ne s'engageaient pas dans des activités d'assistance technique sur le long terme et se limitaient à des activités de renforcement des capacités de nature à favoriser, dans le cas des normes, recommandations et accords de la CEE et du CEFACT-ONU, une plus grande sensibilisation initiale, une perception de leurs utilisations et avantages et une compréhension de leur application sur le plan technique. Ce membre du secrétariat a également fait ressortir les différents rôles et attributions du secrétariat et des membres du CEFACT-ONU dans ce contexte. Un représentant de NorStella (Norvège) a décrit les activités menées par son organisation en vue d'aider les entreprises du secteur public et du secteur privé à adapter et appliquer les normes mondiales au niveau national. Ces présentations sont disponibles sur le site web de la Plénière.

58. La délégation mongole a demandé comment son pays pourrait obtenir des ressources pour des projets de facilitation du commerce parmi la gamme de donateurs et des initiatives qui impliquaient sa région. La délégation de Viet Nam a demandé de l'assistance technique de la part de l'ONU/CEFACT pour des projets pour faciliter le commerce électronique. La délégation sénégalaise a décrit ce qui a été réalisé en Afrique et souligné que l'assistance technique donnait de bons résultats dans la mesure où le pays était à même d'absorber de nouvelles technologies et de «s'approprier» les normes. Ces observations ont reçu l'appui de la délégation italienne. La délégation du Royaume-Uni a demandé quelles étaient les activités de renforcement des capacités susceptibles d'être réalisées avec les ressources actuelles et à qui il serait possible de s'adresser pour obtenir des fonds supplémentaires. Pour la délégation suédoise, l'important était que l'ONU-CEFACT n'entre pas en concurrence dans ce domaine mais au contraire qu'elle coopère avec d'autres organismes d'assistance technique. La délégation française a suggéré que le CEFACT-ONU pourrait aider les pays à préparer des projets et à entreprendre des démarches auprès des donateurs. Le représentant de la CNUCED a souligné que les normes étaient seulement un aspect de la facilitation du commerce, laquelle avait une plus vaste portée et comprenait notamment la mise en place ou le renforcement des institutions. La délégation allemande a suggéré que le CEFACT-ONU devrait expliquer la manière d'appliquer les normes qu'il élaborait.

59. Le Président du CEFACT-ONU a émis l'idée que l'un des moyens de faciliter l'échange de données d'expérience et le développement des connaissances et compétences locales consistait à accueillir un forum du CEFACT-ONU. Enfin, il a précisé que les questions abordées seraient prises en compte dans les documents finals destinés au Comité exécutif.

X. ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET PROCHAINES ETAPES

(Agenda item 9)

60. La Plénière a pris connaissance du Programme de travail révisé du CEFACT-ONU pour 2010-2011 (ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/17). La délégation russe a accepté d'approuver ce programme de travail à condition qu'il soit réexaminé de nouveau en 2010. Le Programme de travail (ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/17) a été approuvé (décision 09-03).

61. La délégation française a suggéré de publier des bulletins d'information pour tenir les parties prenantes au courant des travaux du CEFACT-ONU. La délégation suédoise a appuyé cette idée.

62. Le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/20 concernant la révision en cours du mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU (ECE/TRADE/R.650 Rev.4) a été présenté. La délégation de la Fédération de Russie a demandé que les modalités d'organisation de la Plénière soient précisées au cours de cette révision. La Plénière a demandé qu'il en soit ainsi, une fois la révision menée à son terme; le secrétariat fera traduire le texte révisé du document ECE/TRADE/R.650 Rev.4 et ses annexes en français et en russe afin que les textes en question puissent être soumis pour approbation entre les sessions (décision 09-04).

63. À la suite du débat, il a été décidé de proroger pour une période de deux ans les mandats des groupes permanents du CEFACT-ONU, étant entendu que ces mandats seront réexaminés et éventuellement révisés à la prochaine session plénière (décision 09-05).

64. La délégation de la Fédération de Russie a demandé qu'une analyse de la prise en compte, dans le Programme de travail, des priorités formulées par les parties prenantes à la quatorzième et quinzième session, ainsi que des lacunes constatées, soit communiquée aux chefs de délégation.

65. Plusieurs membres du CEFACT-ONU ont fait des exposés sur l'initiative eBGT (Transactions électroniques, administration et échanges commerciaux), et un appel a été émis pour une participation plus importante dans l'eBGT. Au cours de ces exposés, le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/18 a été cité. Ces exposés sont affichés sur le site Internet de la Plénière (adresse).

66. Un exposé au nom de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) a mis en relief les liens qui existaient entre les travaux de l'ISO TC 154 et ceux du CEFACT-ONU ainsi que les domaines qui offraient des opportunités pour une coopération plus poussée.

67. Le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/19 sur le mode de fonctionnement des groupes permanents du Centre a été présenté pour information. La délégation française, se référant au second document relatif au Mode de fonctionnement des groupes permanents, s'est félicitée que la démarche adoptée s'appuie sur des réexamens et mises à jour constants, tout en invitant fermement la Plénière à veiller au maintien d'une cohérence entre les procédures arrêtées à différents niveaux.

XI. ELECTIONS

(point 10 de l'ordre du jour)

68. La délégation des Etats-Unis a nommé M. Stuart Feder au poste de Président du CEFACT-ONU. Cette nomination a été appuyée par la délégation française et a été soutenue par les délégations de la Belgique et du Royaume-Uni. La plénière a réélu M. Feder comme Président du CEFACT-ONU pour un mandat de deux années (décision 09-06). M. Feder a remercié la plénière pour leur soutien et a souhaité une implication encore plus étroite des membres de la plénière dans les travaux de CEFACT-ONU dans les mois à venir.

69. Suite à la requête d'AFAC, la plénière a convenu de tenir des élections pour le Rapporteur d'Asie à travers le processus inter-séances (décision 09-07).

XII. EXAMEN DE NOUVELLES NORMES

ET RECOMMANDATIONS (point 11 de l'ordre du jour)

70. Suite à la requête de la délégation de la Fédération russe, la plénière a convenu de soumettre la Recommandation n°35, "Création du cadre juridique d'un guichet unique pour le commerce international" pour approbation à travers le processus inter-séances, avec un délai exceptionnel pour des commentaires rallongés jusqu'au 1 mai 2010 au plus tard (décision 09-08). Les délégations de la France et le Royaume-Uni ont indiqué qu'elles étaient déçues de ce retard, qui dépasserait les délais normaux pour l'approbation de la recommandation.

71. La plénière a pris note de la Recommandation n°20, "Codes des unités de mesure utilisés dans le commerce international," la Recommandation n°21, "Codes des passagers, des types de

fret, des emballages et des matériaux des emballages,” et la Recommandation n°24, “Codes indiquant le statut des échanges commerciaux et du transport” (décision 09-09).

XIII. VOIE A SUIVRE POUR PROGRESSER **(point 12 de l'ordre du jour)**

72. Le Président a noté que la démarche à suivre pour CEFACT-ONU à l'avenir se basera sur les orientations indiquées par l'EXCOM, le Comité sur le commerce et la plénière. Cette démarche se basera aussi sur les informations recueillis par l'analyse des écarts et d'autres aspects de l'initiative eBGT, ainsi que sur une coopération renforcée avec d'autres organisations internationales impliquées dans la facilitation des échanges, le développement des normes et le renforcement des capacités. Il était aussi important de s'assurer que les initiatives de sensibilisation sur les travaux du CEFACT-ONU soient adressés à toutes les parties prenantes impliquées dans le champ global du CEFACT-ONU, d'améliorer la communication dans les deux sens et d'appuyer les initiatives qui avaient été mises en œuvre pour rénover l'organisation, ses processus and ses travaux. Il était tout particulièrement nécessaire de clarifier et renforcer la collaboration au sein de l'UNECE et d'encourager les Etats-Membres d'accroître leur soutien au CEFACT-ONU à travers une participation accrue de leurs experts nationaux.

73. La délégation suédoise a suggéré l'identification des domaines prioritaires sur lesquels des experts pourraient travailler, et a demandé une communication renforcée de la part du CEFACT-ONU et du secrétariat, à travers les chefs de délégation ou par le site internet du CEFACT, afin de parvenir à un meilleur flux d'information aux parties prenantes.

74. La délégation mongole a suggéré que le renforcement des capacités orienté vers la satisfaction des demandes de récipients pourrait inclure les échanges des informations entre des États membres avec des différents niveaux d'expérience de la facilitation du commerce et du e-business, afin que ceux qui avaient des connaissances avancées dans ces domaines pourraient partager leurs expériences avec les personnes chargées de développer des projets spécifiques, notamment dans les pays avec des économies en transition. Dans ce contexte, il envisageait le rôle clé pour le CEFACT-ONU d'appuyer ces processus de « parrainage », par exemple à travers les Forums and des réunions spéciales de décideurs nationaux et des experts.

75. La délégation française a évoquée la nécessité de partager plus d'exemples de la façon dont les pays appliquent des normes du CEFACT-ONU, citant l'exemple d'une publication officielle française d'un document réglementaire qui définit le cadre d'interopérabilité français des communications électroniques qui cite les travaux du CEFACT-ONU. De tels exemples sont utiles pour montrer les sorties utile produite par le CEFACT-ONU.

76. La délégation des Pays-Bas a soulignée l'importance d'aborder les différents publics au sein des États membres, tels que les milieux d'affaires et du secteur public, dans leurs propres langues. Les Pays-Bas ont exprimé leur volonté d'aider le CEFACT-ONU dans ses efforts pour rendre l'information accessible à ces différents publics.

XIV. PROCESSUS POUR L'ADOPTION DU RAPPORT DE LA SESSION**(point 13 de l'ordre du jour)**

77. La Plénière a examiné et adopté le projet de rapport de la quinzième session, sous réserve de corrections déjà indiquées. La version consolidée finale du rapport sera soumise aux délégations pour d'autres commentaires. Ceux-ci devraient être soumis au secrétariat par écrit avant le 12 Décembre 2009 (décision 09-10).
